



SPECIAL FRANCE

Marché sensible

Affaire suivie par :
Florian RODRIGUEZ
Domaine Informatique & Electronique
Tél. : 01 69 26 64 06
Fax : 01 69 26 70 28
Courriel : florian.rodriquez@cea.fr

TESTS RADIATIFS

Projet de Marché CEA/DIF n° DIE-B24-031183-FR

ENTRE :

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au Bâtiment Le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 PARIS, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S. PARIS B 775 685 019, représenté par Genre Prénom NOM, agissant en qualité de Titre,

ci-après dénommé « **CEA** »
d'une part,

ET :

La société **NOM DE LA SOCIETE**, NATURE DE LA SOCIETE au capital de MONTANT euros, sise au ADRESSE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Ville sous le numéro R.C.S. VILLE B SIREN, ayant son siège social à ADRESSE, représentée par Genre Prénom NOM, agissant en qualité de Titre,

ci-après dénommée « **Titulaire** »
d'autre part,

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » ou individuellement par « la Partie ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES	3
ARTICLE 3 - DESIGNATION DES PRESTATIONS.....	3
ARTICLE 4 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	4
ARTICLE 5 - LIVRABLES.....	5
ARTICLE 6 - INTERLOCUTEURS.....	6
ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE.....	6
ARTICLE 8 - RECEPTION ET GARANTIE	6
ARTICLE 9 - MONTANT - REGIME FISCAL	7
ARTICLE 10 - ACTUALISATION DES PRIX.....	7
ARTICLE 11 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	8
ARTICLE 12 - PROTECTION DU SECRET	10
ARTICLE 13 - MENTION « SPECIAL FRANCE »	12
ARTICLE 14 - DROIT D'AUDIT DE MARCHÉ ET D'INSPECTION.....	12
ARTICLE 15 - TRAVAIL DISSIMULE.....	12
ARTICLE 16 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION	13
ARTICLE 17 - PENALITES.....	13
ARTICLE 18 - RESILIATION	14
ANNEXE 1 - CONDITIONS TARIFAIRES	15
ANNEXE 2 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION.....	16

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation de tests radiatifs, ci-après désignée « les Prestations », pour le compte du centre CEA/DAM-Île de France (CEA/DIF) situé à Bruyères-le-Châtel (91).

Ces Prestations seront réalisées pour le compte du Département Conception et Réalisation des Expérimentations (DCRE).

ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES

2.1 Les dispositions du présent marché et de ses annexes prévalent sur les documents applicables listés ci-après par ordre de priorité décroissante :

- le Plan contractuel de sécurité Réf 25U048 OS DIF dans sa version applicable,
- le Cahier des Charges référencé CEA/DIF/DCRE/SEIM DO 161 du 31/10/2024,
- l'organisation pour la maîtrise des interventions des entreprises extérieures intervenant sur le centre du CEA/DAM-Île de France référencée SYM SS00U RCJ INS 19000114 A du 21/03/2019,
- le règlement intérieur de l'établissement CEA DAM Île de France du 16/02/2024,
- l'instruction fixant les dispositions générales applicables aux entreprises extérieures intervenant sur les centres CEA/DAM (SYM S0201 SPP INQ 09000860A),
- le règlement intérieur du CEA de Gramat,
- les dispositions applicables aux Titulaires de marchés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information de diffusion restreinte (SYM A000D SJD DIR 15002413),
- les Conditions Générales d'Achat du CEA (CGA) édition janvier 2022,
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) du 12 janvier 2021,
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée <XXXX> du <XX/XX/XXXX>.

2.2 Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales d'ordre public, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - DESIGNATION DES PRESTATIONS

Les Prestations se décomposent en :

- une part ferme :
 - poste 10 : réalisation de 6 cartes d'évaluations pour les 5 composants ADC12D1620QML-2P et d'un schéma de carte d'évaluation afin d'évaluer le comportement radiatif du composant ADC12D1620QML-SP,
 - poste 20 : tests avant irradiation,
 - poste 30 : tests à la dose ionisante,
 - poste 40 : tests à la dose non ionisante,
 - poste 50 : tests aux ions lourds,
- une part optionnelle :

- poste 60 (option 1) : tests au débit de dose.

Le cas échéant, la levée de l'option sera notifiée par le CEA par lettre recommandée avec accusé de réception au Titulaire dans un délai de 15 jours avant la date de démarrage de l'option.

Le Titulaire n'a droit à aucun dédit ou indemnisation si la (les) option(s) ne sont pas levées par le CEA.

ARTICLE 4 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

4.1 Responsabilité - Lieu d'exécution

Les Prestations, objet du présent marché, seront exécutées sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire en partie dans ses locaux ou ceux du CEA, situé à Bruyères-le-Châtel.

Les Prestations réalisées dans les locaux du CEA seront exécutées sous l'autorité du personnel d'encadrement du Titulaire. Ce dernier devra prendre toute précaution afin de protéger les installations de toute nature existant sur le terrain ou à proximité de celui-ci. Il n'aura droit à aucune indemnité du fait des sujétions dues à leur présence et devra réparer à ses frais tous les dommages dont il serait responsable.

Le personnel du Titulaire ne sera pas autorisé à intervenir sur site avec un véhicule personnel.

4.2 Moyens mis par le CEA à la disposition du Titulaire

4.2.1. Dosimétrie

Le CEA fournit la dosimétrie opérationnelle aux personnes intervenant en zone réglementée. En cas de non-restitution ou de constat de dégradation du DOSICARD en fin de Prestations, le CEA appliquera une pénalité s'élevant à 300 € par DOSICARD.

4.3 Matériel et outillage

4.3.1. Equipements de protection individuelle

Conformément au chapitre 7 « Moyens d'exécution du marché » - Article 18.2 « Moyens matériels » des CGA, le Titulaire fournira l'ensemble des équipements de protection individuelle nécessaires à l'accomplissement des Prestations dans les meilleures conditions.

Le Titulaire fournira également les équipements spécifiques de protection individuelle contre l'exposition interne et l'exposition externe et les vêtements de travail et de protection contre la contamination.

4.4 Horaires

Les horaires d'ouverture de l'établissement CEA/DIF sont de 7h30 à 19h30, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8h20 à 17h, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'installation qui se chargera d'avertir la Formation locale de sécurité (FLS) du CEA, si nécessaire.

4.5 Réunions de suivi

La réalisation des Prestations donnera lieu à des réunions de suivi d'exécution entre les responsables désignés par chacune des Parties. A l'issue de chaque réunion, le Titulaire établira un compte rendu transmis au CEA, pour approbation préalable avant diffusion, dans un délai de X jours ouvrés maximum. Les réunions au titre du présent marché sont les suivantes :

- réunion de d'enclenchement des prestations à T0,
- réunion de présentation des livrables, à chaque livrable réceptionné par le CEA,
- réunions d'avancement bimensuelles.

4.6 Accidents du travail

Les dispositions relatives aux accidents du travail sont décrites à l'article 13.6 « Informations – Déclarations » des CGA.

Le Titulaire est tenu d'informer sans délai le CEA (Chef d'installation, Responsable de contrat d'installation ou représentant du Maître d'ouvrage dans le cas d'un chantier de bâtiment ou de génie civil) de tout accident du travail survenu à l'un de ses travailleurs ou des travailleurs de ses sous-traitants, quel que soit leur rang, de toute maladie professionnelle affectant ces derniers.

Pour tout accident au poste de travail d'un de ses travailleurs ou d'un des travailleurs de ses sous-traitants autorisés pour le présent marché, qu'il soit bénin, avec ou sans arrêt de travail, le Titulaire devra contacter l'Ingénieur de Sécurité d'Etablissement (DIF/ED/ISE - Bât AD - BRUYERES LE CHATEL, 91297 ARPAJON Cedex) du CEA/DIF dans les quinze jours calendaires suivants l'accident, afin de prendre rendez-vous pour présenter au CEA/DIF :

- les circonstances de l'accident,
- l'analyse faite de cet accident,
- les mesures envisagées pour que ce type d'accident ne se reproduise plus.

ARTICLE 5 - LIVRABLES

5.1 Le Titulaire s'engage au titre du présent marché, à remettre au CEA les documents suivants :

POSTE	LIVRABLES	DELAÏ DE REMISE
poste 10	Schéma et BOM de la ou des carte(s) d'évaluation	T0 + 3 mois
	Une carte d'évaluation du composant ADC12D1620QML-SP	T0 + 4 mois
	5 cartes d'évaluation du composant ADC12D1620QML-SP.	T0 + 6 mois
poste 20	Rapport de mesure de performance des 5 ADC12D1620QML-SP avant irradiation	T0 + 8mois
poste 30	Rapport de mesure de l'ADC12D1620QML-SP sous TID	T0 + 11 mois
poste 40	Rapport de mesure de l'ADC12D1620QML-SP sous dose non ionisante	T0 + 12 mois
poste 50	Rapport de mesure de l'ADC12D1620QML-SP sous ions lourds	T0 + 14 mois
poste 60 (option 1)	Rapport de mesure de l'ADC12D1620QML-SP sous débit de dose	T0 + 16 mois

5.2 Les dossiers (documents, plans...) fournis seront rédigés en langue française.

Les formats des logiciels utilisés dans le cadre des Prestations sont les suivants :

- schémas électronique : PDF,
- rapports : Microsoft Word 2007 et 2010 ou PDF,

- tableurs, BOM : Excel 2007 et 2010 ou PDF,
- Présentations : Microsoft PowerPoint 2007 et 2010,
- plannings : Microsoft Project 2007 et 2010,
- plans : PDF,
- photos : JPEG.

5.3 Les documents ou tout autre moyen remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier, au plus tard à l'échéance du présent marché ou au moment de la dénonciation de celui-ci.

ARTICLE 6 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

- pour le CEA : <XXXXXXXXXX> Tél : <XX XX XX XX XX> ,
- pour le Titulaire : <XXXXXXXXXX> Tél : <XX XX XX XX XX> .

Tout changement d'interlocuteur fera l'objet d'un simple échange de courrier.

ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions et les conséquences du recours à la sous-traitance par le Titulaire sont détaillées à l'article 7 « Sous-traitance » des CGA.

Le Titulaire doit remettre au CEA, au plus tard 15 jours avant le démarrage le formulaire DC4 dûment complété et signé accompagné des documents afférents.

ARTICLE 8 - RECEPTION ET GARANTIE

Les dispositions relatives à la réception et à la garantie sont décrites au chapitre 11 « Réception et garantie » des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties (cf. annexe 2 au présent marché).

ARTICLE 9 - MONTANT - REGIME FISCAL**9.1 Montant**

Le montant du présent marché, établi aux conditions économiques du mois de **<mois et année de remise de l'offre>**, est plafonné à la somme de **<XX,XX> € HT (<XXXX> EUROS HORS TAXES)**, franco de port et d'emballage, toute sujétion incluse.

Ce montant se décompose comme suit :

- part ferme :
 - poste 10 : un montant forfaitaire et ferme de **<XX,XX> € HT**,
 - poste 20 : un montant forfaitaire et ferme de **<XX,XX> € HT**,
 - poste 30 : un montant forfaitaire et ferme de **<XX,XX> € HT**,
 - poste 40 : un montant forfaitaire et ferme de **<XX,XX> € HT**,
 - poste 50 : un montant forfaitaire et ferme de **<XX,XX> € HT**,
- part optionnelle :
 - poste 60 (option 1) : en cas de levée, un montant plafonné de **<XX,XX> € HT**.

Ce montant est estimatif et ne constitue en aucun cas un engagement de dépenses de la part du CEA. Le Titulaire ne pourra s'en prévaloir au cas où le montant total des dépenses n'atteindrait pas cette somme.

9.2 Régime fiscal

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Chaque terme de paiement est assorti de la TVA.

Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 10 - ACTUALISATION DES PRIX**10.1 Mois d'établissement des prix**

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques citées ci-dessus.

10.2 Caractère des prix

Les prix sont fermes et actualisables.

10.3 Modalités d'actualisation des prix fermes, non révisables

A la demande du Titulaire, les prix sont actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois de remise de l'offre et la date de signature du marché. L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de signature du marché, selon les modalités visées ci-après.

De plus, les prix des tranches optionnelles sont actualisés selon les mêmes modalités si la date de levée des tranches optionnelles est postérieure de plus de trois mois au mois de remise de l'offre.

Formule d'actualisation des prix :

Le coefficient d'actualisation C_n applicable pour le calcul des prix actualisés est donné par la formule suivante :

$$C_n = \left(\frac{\text{indice } 1}{\text{indice } 1_0} \right)$$

dans laquelle :

Indice ₁₀	Valeur de l'indice SYNTEC, au mois de la remise de l'offre,
Indice ₁	Valeur de ce même indice trois mois avant la date de signature du marché et/ou de levée d'option.

ARTICLE 11 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT**11.1 Conditions de facturation****11.1.1. Formalisme de la facturation**

Les factures dématérialisées sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : DIF-D,
- le n° complet du présent marché soit 4600XXXXXX / P6XXX (= numéro d'engagement),
- l'intitulé du marché,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée (cf. article 3 supra).

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Conformément à la loi PACTE n°2019-486 du 22/05/2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, en cas de non dématérialisation des factures par le Titulaire, chaque facture papier doit être adressée en 3 (trois) exemplaires à l'adresse ci-dessous :

**CEA/DAM/DCG
SCD/BCD
Bâtiment Dune
Comptabilité fournisseurs
Bruyères-le-Châtel
91297 ARPAJON Cedex**

Pour toute demande concernant le portail CHORUS : cea-dam-demat@cea.fr

Pour toute demande concernant la comptabilité fournisseur : cea-dam-comptabilite@cea.fr

11.1.2. Présentation des actualisations de prix

L'actualisation des prix du marché fait l'objet d'une facturation séparée et doit notamment comporter :

- le montant, objet de l'actualisation, aux conditions économiques initiales (mois de remise de l'offre)
- le montant lié à l'actualisation et le coefficient d'actualisation appliqué.

11.1.3. Règlement des factures

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve :

- de conformité de la facture aux termes du présent marché. A défaut, elle sera renvoyée à l'émetteur,
- de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions du marché. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

11.2 Conditions de paiement

Le montant du présent marché sera facturé par le Titulaire conformément à l'échéancier suivant :

- postes 10 à 50 : 100 % du montant HT des prestations effectivement demandées et réalisées et des livrables associés effectivement remis, sur procès-verbal signé contradictoirement par les Parties,
- postes 60 (option 1) : en cas de levée, 100 % du montant HT des prestations effectivement demandées et réalisées et des livrables associés effectivement remis, sur procès-verbal signé contradictoirement par les Parties,

11.3 Avance

11.3.1. Conditions générales d'octroi des avances par le CEA

Conformément à la réglementation applicable, les modalités relatives à l'octroi d'avance(s) par le CEA sont les suivantes :

- une avance est accordée au Titulaire si le montant ferme (ou affermi) **du marché / de chaque bon de commande ou du montant plancher** est supérieur à 250 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à trois mois. Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant TTC ferme (ou affermi) **du marché / de chaque bon de commande ou du montant plancher** diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct,
- toutefois, si le Titulaire est une PME, au sens de la réglementation applicable, l'avance est accordée si le montant ferme (ou affermi) **du marché / de chaque bon de commande ou du montant plancher** est supérieur à 50 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le montant de l'avance est alors fixé à 30% du montant TTC ferme (ou affermi) **du marché / de chaque bon de commande ou du montant plancher** diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.

11.3.2. Avance accordée au Titulaire

Au titre du présent marché, **le montant de l'avance est fixé à 5% ou 30% OU le Titulaire renonce à l'octroi d'une avance OU les conditions d'octroi d'une avance ne sont pas réunies.**

11.3.3. Modalités de paiement et de remboursement

Le paiement de l'avance intervient dans le délai de 30 jours à compter de la réception par le CEA d'une facture de demande d'avance émise par le Titulaire.

Le remboursement de l'avance pour la tranche ferme s'impute sur les sommes dues au Titulaire par le CEA au titre du terme de paiement correspondant à **XXXX**.

Le remboursement de l'avance pour la tranche optionnelle s'impute sur les sommes dues au Titulaire par le CEA au titre du terme de paiement correspondant à **XXX**.

11.3.4. Avance accordée aux sous-traitants

Une avance est versée, à leur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct.

Pour le sous-traitant concerné, le versement de l'avance est effectué suivant les conditions générales d'octroi des avances décrites au paragraphe 17.3.1 supra. Le remboursement de l'avance débutera **trois mois** après l'octroi de l'avance, sur chaque terme de paiement jusqu'à apurement de la somme correspondant au montant de l'avance.

Il incombe au Titulaire de répercuter le cas échéant ces conditions relatives à cette avance dans le contrat de sous-traitance correspondant.

Après versement de l'avance, si le Titulaire sous-traite une partie du marché, il rembourse, à la demande du CEA, la part de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct. Ce remboursement sera effectué, au choix du CEA, soit par une facturation séparée soit en s'imputant sur les sommes dues par le Titulaire au titre du prochain terme de paiement.

ARTICLE 12 - PROTECTION DU SECRET

*Le marché est un marché **sensible** au sens de la réglementation sur la protection de secret de la défense nationale.*

12.1 En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection des informations ou supports protégés qui peuvent être détenus dans tout lieu dans lequel ce marché est exécuté, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan contractuel de sécurité.

12.2 Le Titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance :
 - des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
 - des articles 413-1 et suivants du code pénal ;
 - de l'arrêté 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
 - de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles ;
 - de l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »).
- qu'il n'a pas à avoir accès ou détenir les Informations et/ou Supports Classifiés couverts par le secret de la défense nationale.

12.3 Le Titulaire est informé du caractère sensible des prestations du marché et s'engage à assurer la confidentialité des Informations et supports sensibles, notamment ceux portant la mention « diffusion restreinte », auxquels il a accès et/ou qu'il est amené à détenir pour l'exécution du marché.

12.4 Le Titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel appelé sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :

- avoir pris connaissance :

- des articles 413-1 et suivants du code pénal ;
- de l'IGI 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
- du caractère sensible des prestations du marché et de l'obligation qui lui est faite de tenir confidentiels tous les documents ou informations sensibles non couvertes par le secret de la défense nationale qu'il serait amené à connaître ou à détenir ;
- qu'il n'a pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des Informations et/ou Supports Classifiés couverts par le secret de la défense nationale.

Le Titulaire s'engage à ce que seuls les personnels ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations. Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la ou les déclarations individuelles mentionnées ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

12.5 Le Titulaire s'engage à affecter à la réalisation du marché des personnels ayant satisfait à la procédure d'enquête administrative telle que prévue par l'IGI 1300.

Le Titulaire s'engage à ne présenter à ces enquêtes administratives que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire procédera au plus tard, 3 mois avant chaque date de péremption, aux formalités nécessaires au renouvellement des avis d'enquête administrative.

Le Titulaire s'engage à assurer en permanence les prestations objets du présent marché avec du personnel ayant fait l'objet d'un avis sans réserve, y compris pendant les périodes de congés.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle concernée par le marché.

12.6 Les échanges d'informations sensibles ou de niveau Diffusion Restreinte par messagerie devront impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un moyen agréé par l'ANSSI (par exemple l'outil ZoneCentral de la société PRIM'X Technologies ou l'outil ACID).

12.7 En cas de sous-traitance autorisée par le CEA, le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

La sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve de d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

12.8 Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation de plein droit du marché, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire et sans préjudice des sanctions prévues par le code pénal.

ARTICLE 13 - MENTION « SPECIAL FRANCE »

Dans la mesure où le marché porte la mention complémentaire « **Spécial France** » au sens de l'IGI 1300, le Titulaire s'engage à s'y conformer, et ce pour toute la durée du marché, et en particulier à n'affecter aux prestations concernées, objets du présent marché, que du personnel de nationalité française, dans les conditions définies par le Plan contractuel de sécurité. Par ailleurs, aucune société de droit étranger ne pourra être retenue dans le cadre d'une sous-traitance.

ARTICLE 14 - DROIT D'AUDIT DE MARCHÉ ET D'INSPECTION**14.1 Audit de marché**

Le CEA se réserve le droit de faire des audits techniques et/ou financiers et/ou qualités et/ou managements et/ou sécurité, à tout moment. Concernant le volet « sécurité », les conditions des contrôles sont définies dans le Plan contractuel de sécurité.

Le CEA se réserve le droit de mandater un cabinet pour auditer les documents présentés en fonction de la nature de l'audit, et, si nécessaire, compléter ceux-ci de façon à atteindre la visibilité indispensable à la connaissance de l'objet audité.

14.2 Inspection

En complément des dispositions du chapitre 6 et de l'article 21.3 de ses Conditions Générales d'Achat, le CEA se réserve le droit d'inspecter et, si nécessaire, de faire effectuer gratuitement par le Titulaire, tous essais et/ou mesures nécessaires sur tout ou partie des prestations dues par le Titulaire, à tout moment et de refuser tout ou partie des prestations en cours d'exécution qui ne seront pas conformes aux spécifications contractuelles.

Pour les besoins de l'inspection, le Titulaire permettra au CEA et/ou ses représentants d'avoir accès à toute partie des locaux où ses prestations sont en cours de réalisation, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, et mettra à disposition du CEA et/ou de ses représentants toute la documentation et les appareils et moyens d'essais nécessaires à l'inspection.

14.3 Droit d'accès

Pour la réalisation de l'audit et de l'inspection, le Titulaire ou ses sous-traitants doivent permettre, avec un préavis permettant d'établir les autorisations nécessaires, sans toutefois pouvoir excéder quinze (15) jours calendaires, l'accès au CEA et/ou ses représentants à l'ensemble des lieux de réalisation des prestations, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, afin de vérifier la bonne exécution du Marché.

14.4 Obligations à transférer

Le Titulaire doit inclure dans les marchés avec ses principaux fournisseurs et sous-traitants l'ensemble des dispositions du présent article.

ARTICLE 15 - TRAVAIL DISSIMULE

Les dispositions relatives au travail dissimulé sont décrites au chapitre 8 « Exécution des prestations » - article 21.1 « Travail dissimulé – Pénalités » des CGA.

ARTICLE 16 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION

- 16.1** Le présent marché est conclu à compter de sa date de notification par le CEA. Le présent marché sera réputé terminé au parfait achèvement des Prestations.
- 16.2** T0 correspondant à la date de la réunion d'enclenchement, l'exécution des Prestations s'effectuera selon le planning suivant :
- poste 10 : T0 + 6 mois maximum,
 - poste 20 : T0 + 8 mois maximum,
 - poste 30 : T0 + 11 mois maximum,
 - poste 40 : T0 + 12 mois maximum,
 - poste 50 : T0 + 14 mois maximum,
 - poste 60 (option 1) : T0 + 16 mois maximum.

ARTICLE 17 - PENALITES

Les dispositions relatives aux pénalités applicables et à leur plafonnement sont prévues dans les CGA.

17.1 Retard d'exécution

Dans l'éventualité où le Titulaire ne réalise pas les Prestations, ou une des composantes des Prestations, dans les délais fixés à l'article 15 ci-dessus, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 24 des CGA, le montant forfaitaire de la pénalité sera de 1/1000 (un pour mille) du montant plafonné hors taxes du présent marché par jour calendaire de retard constaté relativement aux délais précités.

17.2 Non-respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité

Dans l'éventualité où le Titulaire ne respecte pas l'une des règles d'hygiène et de sécurité appliquées par le CEA pour la réalisation de prestations sur son centre et précisées notamment à l'article 2 du présent marché, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, des pénalités.

Par dérogation à l'article 17.3 des CGA, le montant forfaitaire de la pénalité sera de 200 EUROS par fait générateur constaté par les autorités du CEA responsables du respect des règles susvisées.

Sont d'ores et déjà considérés comme des faits générateurs :

- non-respect des dispositions de l'article 4.6 du présent marché,
- absence du Titulaire ou de l'un de ses sous-traitants à l'élaboration du plan de prévention,
- non-respect des règles de ce plan,
- absence de port d'un équipement de protection individuelle.

17.3 Mesure pour mauvaise exécution

Si les Prestations ne correspondent pas aux attentes du CEA, le Titulaire les reprendra à ses frais. Le CEA fixera un nouveau délai de réalisation ou à défaut pourra demander à l'un de ses fournisseurs la réalisation des Prestations, aux frais et risques du Titulaire.

17.4 Application des pénalités

Les pénalités ci-avant seront applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autre formalité juridique et judiciaire. Les pénalités feront l'objet d'une facture émise par le CEA et envoyée au Titulaire.

17.5 Caractère des pénalités

L'application des pénalités n'interdit pas au CEA de prétendre à être indemnisé par le Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice.

ARTICLE 18 - RESILIATION

Les dispositions relatives à la résiliation sont décrites au chapitre 13 « Résiliation » des CGA.

Fait à Bruyères-le-Châtel, en double exemplaire.

Pour le Titulaire,

Le

Pour le CEA,

Le

ANNEXE 1 - CONDITIONS TARIFAIRES



ANNEXE 2 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION

Le CEA

Le Titulaire

Marché/Accord-cadre/Commande n°

Lot/phase/période :

Rejet (réception refusée) :

le / /

MOTIFS :Ajournement (délais accordés pour intervenir) :

le / /

MOTIFS :Réception validée :

le / /

En conséquence, la vérification est déclarée positive, la réception est notifiée le :

Pour le CEA
<p style="text-align: center;"><u>Visa(s)</u></p> <p>Date :</p> <p>Nom du responsable technique :</p> <p>Visa :</p> <p style="text-align: center;"><u>Signature et cachet du CEA</u></p> <p>Date :</p> <p>Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise :</p> <p>Signature :</p>

Pour le Titulaire
<p style="text-align: center;"><u>Visa(s)</u></p> <p>Date :</p> <p>Nom du responsable technique :</p> <p>Visa :</p> <p style="text-align: center;"><u>Signature et cachet du Titulaire</u></p> <p>Date :</p> <p>Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise :</p> <p>Signature :</p>